



OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION AVENUE ANDRE MARIE AMPERE POUR TRAVAUX

Le Maire de Champs-sur-Marne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

VU l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

VU la demande du groupement d'entreprises CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION en date du 05 août 2024 d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour des travaux d'aménagement des arrêts de bus de la RATP, avenue André-Marie Ampère du 12 au 30 août 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT que les travaux d'aménagement des arrêts de bus de la RATP, avenue Ampère, effectués par le groupement d'entreprises CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 12 au 20 août 2024, avenue André-Marie Ampère côté pair entre le boulevard NEWTON et l'accès Nord de l'école ESIEE :

- Le stationnement sera interdit et réservé sur 2 places,
- La vitesse sera limitée à 30km/h,
- La circulation des piétons sera assurée en permanence et en sécurité,
- La circulation d'une mini pelle sera exceptionnellement autorisée sur trottoir,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

ARTICLE 2 : Du 26 au 30 août 2024, avenue André-Marie Ampère côté pair entre le boulevard NEWTON et l'accès Nord de l'école ESIEE :

- Le stationnement sera interdit sur toutes les places,
- La vitesse sera limitée à 30km/h,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

ARTICLE 3 : Le groupement d'entreprises CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION prendra toutes les dispositions de façon à réduire au minimum la gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant, et maintenue de manière opérationnelle par le groupement d'entreprises CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION pendant toute la durée de l'intervention ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

ARTICLE 6 : Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :


- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION,
- RATP,
- VINCI CONSTRUCTION,
- SGP,
- EPA-MARNE.

Fait à Champs-sur-Marne, le 05 août 2024


Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant de l'Etat, a été publié le :

07108/2024

qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,

Maud TALLET



Le Maire,

Maud TALLET



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr.